

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 OCTOBRE 1926.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

RAPPORT

**sur la septième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations
en septembre 1926**

MESSIEURS,

La septième session de l'Assemblée s'est réunie le 6 septembre 1926 et a duré jusqu'au 25 septembre. Quarante neuf États y avaient envoyé des représentants. Le premier délégué du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, M. Nintchitch, Ministre des Affaires Étrangères, fut élu président de cette session. M. de Brouckère, délégué pour la Belgique, fut choisi comme président de l'une des six Commissions de l'Assemblée; les six présidents de ces Commissions sont, de droit, vice-présidents de l'Assemblée.

Il faut remarquer que la présence des Ministres des Affaires Étrangères des États-Membres devient de plus en plus fréquents, du moins au commencement des travaux. Pendant la première semaine, il y eut dix-neuf ministres des Affaires Étrangères réunis à Genève : ceux de Belgique, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Serbie, de Suède, de Danemark, de Bulgarie, de Hongrie, de Suisse, d'Esthonie, de Finlande, de Portugal, d'Irlande, de Luxembourg et d'Uruguay.

L'Assemblée a partagé le travail, comme les années précédentes, entre six Commissions :

La *première* s'est occupée des questions juridiques et constitutionnelles; le délégué de la Belgique y était M. Émile Vandervelde, Ministre des Affaires Étrangères, et son suppléant était M. Rolin ;

La *deuxième* avait à étudier les organisations techniques; notre délégué était M. Van Cauwelaert ;

La *troisième* qui a examiné la réduction des armements, avait comme délégué M. de Brouckère et comme suppléant, M. Paul-Émile Janson ;

La *quatrième* commission a examiné le budget et les questions financières, M. Van Cauwelaert y a représenté la Belgique avec M. Louwers comme suppléant ;

La cinquième a traité des questions sociales et générales : M. Janson y a représenté la Belgique.

Enfin, la sixième s'est occupée des questions politiques. M. de Brouckère en a été le Président et M. Louwers y a été le délégué de la Belgique.

Quelques questions très importantes ont été débattues à cette session.

Entrée de l'Allemagne dans la Société.

La session extraordinaire de l'Assemblée qui avait été convoquée en mars dernier en vue de procéder à l'admission de l'Allemagne n'a pas pu atteindre son but pour les raisons bien connues de tous : c'était donc à la septième session que l'Assemblée devait décider s'il y avait lieu d'admettre l'Allemagne. Son admission a été votée à l'unanimité.

L'Assemblée a en outre approuvé la désignation de l'Allemagne déjà faite par le Conseil, comme membre dont la représentation sera désormais permanente au Conseil.

Le Brésil et l'Espagne ayant malheureusement persisté dans l'attitude qu'ils avaient adoptée depuis le mois de mars dernier ont envoyé leur préavis de sortie de la Société. Si ce préavis n'est pas retiré, ces deux États cesseront de faire partie de la Société des Nations dans un délai de deux ans à partir du moment où le préavis a été signifié.

Constitution du Conseil.

La réforme du Conseil a été, avec l'admission de l'Allemagne, l'événement dominant de la session. Jusqu'à présent, le Conseil se composait de deux catégories de membres; les permanents : l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, — il faut à présent y ajouter l'Allemagne; — et les non permanents qui étaient soumis chaque année à réélection par l'Assemblée : la Belgique, le Brésil, l'Espagne, la Suède, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay.

D'après le nouveau règlement adopté, le Conseil comprendra trois catégories : les permanents, les non permanents rééligibles et les non permanents non rééligibles.

La première catégorie comprendra cinq membres; la seconde pourra en comprendre trois au maximum, la troisième six au minimum.

Cette réforme a pour but de créer un Conseil plus représentatif de l'Assemblée entière; elle assure la représentation géographique sans permettre que celle-ci ne crée dans le Conseil des groupes hostiles entre lesquels pourraient se produire des oppositions fâcheuses.

Il est convenu que sur neuf membres élus, trois représentent l'Amérique latine, un au moins l'Asie et les autres pays du monde en dehors de l'Europe; un siège sera régulièrement attribué à la petite entente et un autre aux États Scandinaves ou aux Pays-Bas.

La Pologne y détient un mandat renouvelable et si la Belgique n'a pas cru devoir poser, dès à présent, sa candidature à la rééligibilité, elle se réserve de le faire à l'expiration de son mandat, en 1927, si les témoignages de sympathie qui lui ont été accordés par un grand nombre de nations se renouvellent. La répartition actuelle n'est probablement point définitive, il ne faut y voir qu'un premier essai dont on jugera par l'expérience.

Convention relative à l'esclavage.

L'Assemblée de 1926 avait arrêté un projet de Convention sur l'esclavage et les autres conditions analogues, et l'avait fait soumettre par le Conseil, à l'avis des États en les priant de donner si possible à leurs délégués à l'Assemblée de 1927, les pouvoirs nécessaires pour signer la Convention définitive qui interviendrait après une nouvelle discussion éventuelle.

Plusieurs États firent parvenir un certain nombre d'amendements importants ; un nouvel examen de la Convention fut donc jugé nécessaire. L'Assemblée en fut saisie. Elle renvoya l'affaire à la sixième Commission ; de longues discussions s'y déroulèrent, mais finalement la Commission se mit d'accord sur un texte que l'Assemblée ratifia de son côté dans sa séance du 25 septembre.

L'article sur lequel l'accord s'est le plus difficilement établi est relatif à la répression de la traite sur mer.

L'empire britannique voulait établir un droit de visite sur tous les navires susceptibles de se livrer à la traite, à cet effet sa délégation proposa d'assimiler la traite à la piraterie. La France et l'Italie s'y opposèrent. La France suggérait que l'on reprit les dispositions de la Convention sur le trafic des armes, accordant certains droits aux navires de guerre des nations contractantes à l'égard des navires indigènes de moins de 500 tonnes. Mais l'Italie préférait s'en tenir à une déclaration selon laquelle les Puissances contractantes se seraient engagées à conclure plus tard une Convention spéciale. Finalement on a arrêté un compromis. La Commission a décidé de se borner à déclarer que les États contractants s'engagent à négocier aussitôt que possible une Convention générale sur la traite des esclaves leur donnant des droits et leur imposant des obligations de même nature que ceux prévus dans la Convention concernant le commerce international des armes sous réserve des adaptations nécessaires.

La principale originalité du projet consiste dans la réglementation du travail forcé. Par là, la Convention innove réellement et établit en la matière des principes que le droit international ne renfermait pas encore.

L'article arrêté l'an dernier sur ce sujet n'a pas subi de modification essentielle. Il n'en a pas moins donné lieu à de longues discussions qui ont permis de préciser le sens des dispositions arrêtées. Il faut dire que d'une manière générale la Commission a manifesté un esprit de grande rigueur humanitaire dans la conception des problèmes se rattachant au travail des indigènes.

C'est ainsi qu'elle a écarté un amendement belge qui tendait à autoriser le travail obligatoire pour des fins d'éducation et de prévoyance sociale pour autant qu'il fut exécuté par les indigènes sur leurs terres et à leur profit direct.

La Commission n'a donc maintenu la légitimité du travail forcé que pour des fins publiques ; bien plus, ce travail, quand il sera exigé devra, en règle générale, être rémunéré et les États n'y pourront recourir que lorsqu'il leur sera impossible de se procurer la main-d'œuvre volontaire. A vrai dire, cette dernière stipulation n'a pas été incorporée dans le texte même de la Convention, pour des raisons d'ordre pratique, mais elle a fait l'objet d'une résolution spéciale que l'Assemblée a votée à l'unanimité.

L'article 5, siège de la matière, ne prévoit qu'une exception à l'obligation relative au travail forcé.

Elle a été formulée pour une période transitoire qui devra être aussi courte que possible, au profit de certains États où se rencontrent encore, en vertu

d'usages très anciens, certains vestiges d'une sorte de servage entraînant pour ceux qui y sont soumis l'obligation de donner leur travail à leurs maîtres.

Une disposition permet de porter les conflits auxquels l'exécution de la Convention donnerait lieu devant la Cour permanente de justice.

Un point qui a aussi beaucoup préoccupé la Commission est celui de donner à la Société des Nations certains moyens de veiller à la stricte application de la Convention. La proposition fut faite d'insérer dans la Convention une disposition obligeant les États signataires à remettre chaque année un rapport contenant des renseignements sur les mesures prises par eux en exécution de la Convention et sur l'efficacité de ces mesures. Un résumé de ce rapport aurait été présenté à l'Assemblée. Cette proposition a paru inopportune à plusieurs États.

La Commission a adopté un texte moins formel, encore a-t-il pris la forme d'une résolution annexée à la Convention, aux termes duquel le rapport en question n'est plus obligatoire, mais facultatif.

L'Assemblée a encore voté une troisième résolution qui, comme les deux autres, est connexe à la Convention, par laquelle elle invite le Bureau International du Travail à étudier les modalités d'application de la Convention en ce qui concerne le travail forcé. Cette résolution prend en outre acte des travaux déjà entrepris par le Bureau International du Travail en accord avec la mission qui lui a été confiée et dans le cadre de la constitution relativement aux conditions du travail des indigènes dans les territoires coloniaux.

Limitation des armements.

A sa sixième session ordinaire l'Assemblée avait invité le Conseil à procéder immédiatement à des études préparatoires pour l'organisation d'une Conférence de limitation des armements. La septième session après des débats prolongés à la troisième Commission a exprimé sa satisfaction des travaux accomplis par la Commission préparatoire de la Conférence.

Elle a prié le Conseil d'inviter cette Commission à prendre ses dispositions pour hâter l'achèvement des travaux techniques afin d'être en mesure d'arrêter, au début de l'année prochaine le programme d'une Conférence de réduction des armements en rapport avec les conditions actuelles de sécurité régionale et générale. Elle a demandé au Conseil de réunir cette Conférence sauf impossibilité matérielle, avant la huitième session ordinaire de l'Assemblée.

La conférence économique.

L'Assemblée a pris connaissance des travaux de la Commission préparatoire présidée par M. Theunis. L'ordre du jour de la Conférence n'est pas encore très exactement déterminé. Il est possible que l'on concentrera les travaux sur les accords industriels, sur les questions de tarifs, etc.

M. Theunis d'accord avec la majorité de la Commission préparatoire a marqué ses préférences pour une Conférence d'experts qui ne seraient pas désignés par les Gouvernements.

M. Loucheur a manifesté la crainte de voir réunir simplement ce qu'il appelle une académie d'économistes chargée de rédiger des déclarations théoriques formant une sorte de décalogue nouveau.

L'opinion a été soutenue qu'il faudra que les délégués soient désignés par les

Gouvernements. Ceux-ci choisissant à leur gré soit des personnalités désignées par l'étendue de leurs connaissances théoriques, soit des représentants des grands intérêts sociaux de l'État, et notamment des organisations patronales et ouvrières.

L'Assemblée a voté une résolution constatant que la situation économique générale du monde réclame plus que jamais un effort de coopération internationale et rend encore plus nécessaire la réunion de la Conférence économique.

Elle a exprimé le vœu que cette Conférence puisse être convoquée dans le plus bref délai possible.

Sphère d'activité de la Société des Nations.

Les articles 3 et 4 du Pacte de la Société, en définissant les limites de la compétence de l'Assemblée et du Conseil déclarent que ces deux organismes connaissent de toutes les questions qui rentrent dans la sphère d'activité de la Société.

Lord Cecil a proposé à l'Assemblée une résolution tendant à faire préciser quelles sont les questions qui rentrent ou non dans la sphère d'activité de la Société des Nations.

Cette proposition a rencontré une vive opposition à l'Assemblée. Elle aurait pu amener, en effet, à interrompre un grand nombre des activités actuelles de la Société des Nations. Au cours d'un long débat, une solution transactionnelle a été proposée; elle instituait une procédure en vertu de laquelle chaque État, avant d'admettre l'élargissement des activités de la Société des Nations pourrait provoquer un examen de la Commission juridique portant sur le point de savoir si la nouvelle entreprise était conforme au Pacte. Mais cette solution transactionnelle a été repoussée par l'Assemblée qui a prononcé le renvoi à l'année prochaine.

Les réfugiés.

Les statistiques du Bureau international du Travail indiquent qu'il existe environ un million de réfugiés arméniens et russes dans vingt-six pays différents.

Des secours et des facilités de transport, de même que des moyens de se procurer du travail ont été accordés par l'entremise de la Société des Nations à ces populations malheureuses. L'Assemblée a exprimé sa vive appréciation de l'œuvre accomplie et son opinion qu'elle doit être menée à une conclusion satisfaisante.

Elle a insisté auprès des Gouvernements des États membres de la Société des Nations afin qu'ils facilitent l'établissement des réfugiés russes et arméniens sans travail. Le subside accordé jusqu'à présent au budget des réfugiés a été renouvelé au docteur Nansen pour qu'il puisse poursuivre ses efforts.

Protection de l'enfance.

L'œuvre de la Protection de l'Enfance est maintenant définitivement assise. Son activité est universellement reconnue. Une discussion a eu lieu à la cinquième Commission sur une proposition de la délégation britannique. Le résultat de cette proposition eût été de restreindre l'activité de l'œuvre, mais la délégation britannique n'a guère insisté et la résolution proposée n'a pas été accueillie.

Coopération intellectuelle.

La deuxième Commission a proposé à l'Assemblée, qui l'a votée, une résolution approuvant l'organisation intellectuelle telle qu'elle se présente aujourd'hui.

Elle a estimé que cette institution constitue désormais un mécanisme capable de resserrer les relations internationales intellectuelles et d'améliorer les conditions du travail intellectuel dans le monde.

Elle a signalé, en particulier, l'intérêt de quelques projets imaginés par cette organisation, tels que la réunion du Congrès des arts populaires, la création de l'Office international des musées, l'Union des bibliothèques de tous les pays pour faciliter les recherches du public.

L'attention de la Commission a été attirée aussi en particulier par l'utilité d'enseigner à la jeunesse les buts de la Société des Nations. Elle a proposé de demander aux Gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour faciliter cet enseignement.

La septième session de l'Assemblée a terminé ses travaux le 25 septembre après avoir tenu dix-sept séances plénières.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

E. VANDERVELDE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 OCTOBER 1926.

VOLKENBOND

VERSLAG

over de zevende gewone zitting van de Vergadering van den Volkenbond
in September 1926.

MIJNE HEEREN,

De zevende zitting van de Vergadering heeft plaats gehad op 6 September 1926 en heeft geduurd tot 25 September. De vertegenwoordigers van negen en veertig Staten waren er aanwezig. De heer Nintchitch, eerste afgevaardigde van het Koninkrijk der Serben, Croaten en Slovenen, Minister van Buitenlandsche Zaken, werd tot voorzitter van deze vergadering gekozen. De heer de Brouckère, afgevaardigde van België, werd tot voorzitter van een der zes Commissiën van de Vergadering gekozen; de zes voorzitters van deze Commissiën zijn van rechtswege ondervoorzitters van de Vergadering.

Men dient op te merken dat de Ministers van Buitenlandsche Zaken van de deelnemende Staten meer en meer aanwezig zijn, ten minste bij den aanvang der werkzaamheden. Gedurende de eerste week waren er te Genua negentien Ministers van Buitenlandsche Zaken aanwezig: deze van België, Groot-Britannië, Frankrijk, Duitschland, Polen, Roumenie, Tsjecho-Slowakije, Servië, Zweden, Denemarken, Bulgarije, Hongarije, Zwitserland, Esthland, Finland, Portugal, Ierland, Luxemburg en Uruguay.

Zooals de vorige jaren heeft de Vergadering het werk verdeeld over zes Commissiën:

De eerste heeft zich beziggehouden met de juridische en grondwettelijke vraagstukken; België was daarin vertegenwoordigd door den heer Emile Vandervelde, Minister van Buitenlandsche Zaken, en zijn plaatsvervanger was de heer Henri Rollin;

De tweede was belast met het onderzoek van de technische inrichtingen; onze afgevaardigde was daar de heer Van Cauwelaert;

In de derde, die de vermindering van de bewapeningen heeft onderzocht, was België vertegenwoordigd door den heer de Brouckère, met als plaatsvervanger de heer Paul-Emile Janson;

De vierde Commissie heeft de Begrooting en de financieele vraagstukken onderzocht : de heer Van Cauwelaert zetelde daarin als afgevaardigde van België, met den heer Louwers als plaatsvervanger;

De vijfde heeft de sociale en algemeene vraagstukken behandeld : de heer P.-E. Janson vertegenwoordigde België.

De zesde, ten slotte, heeft zich beziggehouden met de politieke vraagstukken. Zij was voorgezeten door den heer de Brouckère en de heer Louwers vertegenwoordigde België.

Enkele zeer belangrijke kwesties werden op deze zitting behandeld.

Intrede van Duitschland in den Volkenbond.

De buitengewone zitting van de Vergadering, die in Maart 1. l. was bijeenge-roepen om over te gaan tot de toelating van Duitschland, had haar doel niet kunnen bereiken om de door iedereen wel gekende redenen; op de zevende zitting van de vergadering moest dus beslist worden of Duitschland zou worden toegelaten. Eenparig werd deze toelating goedgekeurd.

De Vergadering heeft bovendien aangenomen dat Duitschland, zooals de Raad reeds had beslist, als lid met permanente vertegenwoordiging in den Raad werd aangeduid.

Brazilië en Spanje hebben ongelukkiglijk volhard in het besluit dat zij reeds sedert Maart 1. l. hadden laten kennen, en hebben hun preadvies ingezonden om ontslag te nemen als leden van den Bond. Wordt deze opzegging niet ingetrokken zullen deze twee Staten geen deel meer uitmaken van den Volkenbond na een termijn van twee jaar van af het oogenblik waarop de opzegging werd beteekend.

Samenstelling van den Raad.

De hervorming van den Raad was, met de toelating van Duitschland, het overheerschend vraagstuk van deze zitting. Totdusverre bestond de Raad uit twee categorieën van leden; de bestendige : het Britsche-Rijk, Frankrijk, Italië en Japan, — nu moet daar Duitschland bijgeteld worden, — en de niet bestendige die ieder jaar door de vergadering moesten herkozen worden : België, Brazilië, Spanje, Zweden, Tsjecho-Slovakije en Urugay.

Volgens het nieuw aangenomen reglement zal de Raad uit drie categorieën bestaan : de bestendigen; de herkiesbare niet bestendigen en de niet herkiesbare niet bestendigen.

De eerste reeks zal vijf leden tellen; de tweede ten hoogste drie, de derde ten minste zes.

Het doel is een Raad te vormen, die gansch de Vergadering beter vertegenwoordigt; aldus komt de aardrijkskundige vertegenwoordiging tot stand, zonder dat echter, in den Raad vijandige groepen kunnen gevormd worden, waaronder betreurenswaardige geschillen zouden kunnen oprijzen.

Overeengekomen werd dat, op negen verkozen leden, drie Latijnsch Amerika, één ten minste Azië en de andere werelddeelen buiten Europa zouden vertegenwoordigen; een zetel zal regelmatig aan de kleine « Entente » en een anderen aan de Scandinuafsche Staten of aan Nederland toegekend worden.

Polen bezit een verlengbaar mandaat, en zoo België oordeelde, dat het zijne

candidatuur voor herkiezing niet nu reeds moest stellen, behoudt het zich toch het recht voor dit te doen bij het vervallen van zijn mandaat. in 1927, indien de door een groot aantal naties afgelegde sympathiebetuigingen moesten hernieuwd worden. Waarschijnlijk is de huidige verdeling niet definitief, zij dient maar beschouwd als eene eerste proefneming waarover de ondervinding later zal beslissen.

Overeenkomst betreffende den slavenhandel.

De vergadering van 1926 had een ontwerp van Overeenkomst opgemaakt betreffende den slavenhandel en andere dergelijke toestanden en had het door den Raad doen voorleggen aan het advies van de Staten, met verzoek, zoo mogelijk, aan hunne afgevaardigden in 1927 de noodige machtiging te verleen om de definitieve Overeenkomst te onderteekenen, die na eene gebeurlijke nieuwe bespreking zou getroffen worden.

Verschillende Staten zonden een zeker aantal belangrijke documenten in; een nieuw onderzoek van de Overeenkomst werd dus noodzakelijk geacht. Zij werd aan de Vergadering voorgelegd, die de zaak naar de zesde Commissie verwees; lang werd zij daar besproken, maar ten slotte nam de Commissie eensgezind een tekst aan die ze harerzijds goedkeurde in de zitting van 25 September.

Het artikel, waarover men het moeilijkst eensgezind werd, was dat betreffende de beteugeling van den slavenhandel op zee.

Het Britsche Rijk wou een visite-recht invoeren op al de schepen, die slavenhandel zouden kunnen drijven, en daarom stelden zijne afgevaardigden voor den slavenhandel gelijk te stellen met de zeerooverij. Frankrijk en Italië kwamen daartegen op; Frankrijk stelde voor de maatregelen over te nemen der Overeenkomst betreffende den wapenhandel, met sommige rechten toe te kennen aan de oorlogsbodems der contracteerende naties tegenover de inlandsche schepen van minder dan 500 ton. Maar Italië wou liever eene verklaring hebben, luidens dewelke de contracteerende Mogendheden zich verbonden later eene bijzondere overeenkomst te treffen. Ten slotte kwam men tot een vergelijk. De Commissie heeft besloten alleen maar te verklaren, dat de contracteerende Staten zich verbinden zoodra mogelijk eene algemeene overeenkomst te treffen betreffende den slavenhandel, waarbij hun rechten geschonken en verplichtingen opgelegd zouden worden van denzelfden aard als die voorzien in de Overeenkomst betreffende den internationalen wapenhandel, mits voorbehoud van de noodige aanpassingen.

De bijzonderste eigenaardigheid van het ontwerp bestaat in de regeling van den dwangarbeid. Dienaangaande heeft de Overeenkomst waarlijk iets nieuws tot stand gebracht en beginselen gehuldigd tot nog toe in het internationaal recht onbekend.

Het over dit punt verleden jaar aangenomen artikel heeft geen grondige wijziging ondergaan. Toch heeft het aanleiding gegeven tot lange besprekingen, waardoor het mogelijk werd de beteekenis van de vastgestelde schikkingen nauwkeurig te bepalen. Er dient gezegd dat, in 't algemeen, de Commissie blijk heeft gegeven van groote menschlievende gestrengheid in zake van vraagstukken betreffende het werk der inboorlingen.

Aldus heeft zij een Belgisch amendement verworpen waarbij verplichtend werk toegestaan werd tot bevordering der opleiding en der maatschappelijke

voorzorg, op voorwaarde dat dit werk door de inboorlingen op hun grond en tot eigen voordeel zou uitgevoerd worden.

De Commissie heeft dus alleen de wettelijkheid aangenomen van gedwongen arbeid om reden van openbaar nut : meer nog, wanneer dit werk opgelegd wordt moet het, over het algemeen, betaald worden, en de Staten mogen er hunnen toevlucht niet toe nemen, tenzij het hun onmogelijk is vrijwillige arbeiders aan te werven. Die laatste bepaling werd, weliswaar, in den tekst zelf der Overeenkomst niet ingelascht, om praktische redenen, maar daarover werd een bijzondere, door de Vergadering eenparig aangenomen beslissing genomen.

Artikel 5. der Overeenkomst voorziet maar eene uitzondering aan de verplichting tot gedwongen arbeid. Zij werd vastgesteld voor een overgangstijdperk, dat zoo kort mogelijk zal zijn, en dit ten voordeele van sommige Staten, waar men, krachtens zeer oude gebruiken, nog overblijfsels vindt van een soort lijfeigenschap die aanleiding geeft, voor die welke er aan onderworpen zijn, tot de verplichting om hun arbeid aan hunne meesters te schenken,

Eene bepaling laat toe de geschillen, waartoe de uitvoering der Overeenkomst aanleiding zou kunnen geven, voor het Bestendig Hof van Justitie te brengen.

Een punt dat ook op aanzienlijke wijze de aandacht van de Commissie gaande hield, betreft het verleenen aan den Volkenbond van zekere middelen om de strenge toepassing der Overeenkomst te waarborgen. Er werd een voorstel gedaan strekkende tot het opnemen in de Overeenkomst van een bepaling krachtens welke de onderteekenende Staten verplicht zouden worden, elk jaar een verslag in te dienen met de inlichtingen over de maatregelen die zij ter uitvoering der Overeenkomst hebben genomen en over de doelmatigheid dezer maatregelen. Een samenvatting van dit verslag zou aan de Vergadering voorgelegd worden. Onderscheidene Staten vonden dit voorstel ongelegen.

De Commissie heeft een minder uitdrukkelijken tekst aangenomen — hij kreeg den vorm van een aan de Overeenkomst toegevoegd besluit — krachtens welken het indienen van bedoeld verslag niet meer verplichtend, maar facultatief is.

De Vergadering heeft nog een derde besluit goedgekeurd dat evenals de twee andere gevoegd is bij de Overeenkomst; het noodigt het Internationaal Bureau van den Arbeid uit, om de wijzen van toepassing der Overeenkomst wat betreft den dwangarbeid te onderzoeken. Dit besluit neemt bovendien nota van het werk, door het Internationaal Bureau van den Arbeid ondernomen, overeenkomstig de opdracht die aan dit Bureau toevertrouwd werd en binnen het kader van zijne inrichting, betreffende de arbeidsvoorwaarden der inboorlingen in de koloniale gebieden.

Beperking der bewapening.

Tijdens de zesde gewone zitting, had de Vergadering den Raad uitgenoodigd om dadelijk de voorbereidende studie aan te vatten voor de inrichting van een conferentie voor de beperking der bewapening. Na langdurige besprekingen in de derde Commissie drukte de zevende zitting haar voldoening uit over den arbeid dien de Commissie voor de voorbereiding der Conferentie geleverd had,

Zij vroeg aan den Raad deze Commissie uit te noodigen om schikkingen te treffen, ten einde de voltooiing van den technischen arbeid te bespoedigen, en om, bij den aanvang van het volgend jaar, het programma te kunnen opmaken

van een Conferentie voor de vermindering der bewapening in overeenstemming met de bestaande plaatselijke en algemeene veiligheidsvoorwaarden. Zij vroeg aan den Raad deze Conferentie te doen plaats grijpen vóór de achtste gewone zitting van de Vergadering, behoudens materieele onmogelijkheid.

De economische conferentie.

De Vergadering heeft kennis genomen van den arbeid der voorbereidende Commissie, voorgezeten door den heer Theunis. De dagorde van de Conferentie is nog niet bepaald vastgesteld. Het is mogelijk dat men hoofdzakelijk zal behandelen, de nijverheidsovereenkomsten, de toltarieven, enz.

De heer Theunis, die het hierin eens is met de meerderheid van de voorbereidende Commissie, geeft de voorkeur aan een conferentie van deskundigen die niet zouden aangesteld worden door de Regeeringen.

De heer Loucheur, heeft uiting gegeven aan de vrees dat men alleen zou zien bijeenroepen hetgeen hij noemt eene academie van economen die gelast zou wezen theoretische verklaringen op te stellen en op die wijze een nieuwen decaloog tot stand zou brengen.

Men heeft de meening verdedigd dat de afgevaardigden door de Regeeringen zouden moeten aangesteld worden. De Regeeringen zouden naar goedgevonden aanstellen, hetzij personen met uitgestrekte theoretische kennis, hetzij vertegenwoordigers van de groote sociale belangen van den Staat en namelijk van de werkgevers- en arbeidersorganisaties.

De Vergadering heeft een besluit aangenomen waarin vastgesteld wordt dat de algemeene economische toestand van de wereld, meer dan ooit behoefte heeft aan pogingen tot internationale samenwerking en het bijeenroepen van de economische conferentie nog meer noodzakelijk maakt.

Zij heeft den wensch uitgedrukt dat deze conferentie zoo spoedig mogelijk zou plaats grijpen.

Werkkring van den Volkenbond.

De artikelen 3 en 4 van het handvest van den Volkenbond, bepalen de bevoegdheid van de Vergadering en van den Raad en verklaren dat deze twee instellingen alle vraagstukken onderzoeken die den werkring van den Bond aanbelangen.

Lord Cecil heeft aan de Vergadering voorgesteld een besluit te nemen dat er toe strekt de vraagstukken die tot den werkring van den Bond behooren, nauwkeuriger te bepalen.

Dit voorstel ontmoette in de vergadering veel tegenstand. Het had inderdaad een groot aantal der huidige werkzaamheden van den Volkenbond kunnen stopzetten. Gedurende eene lange bespreking werd een vergelijk voorgesteld, naar luid waarvan elke Staat, vooraleer de uitbreiding van de werkzaamheden van den Volkenbond te aanvaarden, een onderzoek zou kunnen uitlokken vanwege de rechtskundige Commissie om uit te maken of de nieuwe onderneming strookt met het Pact. Maar dit vergelijk werd verworpen door de Vergadering die de kwestie tot aanstaande jaar heeft verschoven.

De uitgewekenen.

De statistieken van het Internationaal Arbeidsbureau wijzen aan dat er ongeveer een miljoen Armeniansche en Russische uitgewekenen in 26 verschillende landen verblijven.

Hulp en vervoer, alsook middelen tot werkaanschaffing werden door tusschenkomst van den Volkenbond aan die ongelukkigen bezorgd. De Vergadering heeft hare groote voldoening uitgedrukt over het gedane werk en de meening geopperd dat het tot een bevredigende oplossing dient gebracht.

Zij heeft aangedrongen bij de Regeeringen, die deel uitmaken van den Volkenbond, opdat zij de vestiging van de werklooze uitgeweken Russen en Armeniërs zouden bevorderen. De tot nog toe voor Doctor Nansen ten bate van de uitgewekenen op de Begrooting uitgetrokken toelage wordt vernieuwd.

Kinderwelzijn.

Het Werk voor Kinderwelzijn is nu voorgoed gevestigd. Zijne bedrijvigheid wordt overal erkend. Eene bespreking werd gehouden in de vijfde Commissie over een voorstel uitgaande van de Britsche afgevaardigden. Het gevolg van dit voorstel ware geweest de bedrijvigheid van het werk te beperken, maar de Britsche afgevaardigden hebben niet verder aangedrongen en het voorstel werd niet aangenomen.

Intellectueele samenwerking.

De tweede Commissie heeft een voorstel gedaan aan de Vergadering, die het aangenomen heeft, waarbij de huidige inrichting der Intellectueele samenwerking goedgekeurd wordt.

Zij was van meening dat deze instelling bij machte is in de toekomst de internationale betrekkingen op intellectueel gebied inniger te maken en de voorwaarden van de intellectueelen arbeid over de wereld te verbeteren.

Zij heeft vooral gewezen op het belang van eenige ontwerpen door deze instelling voorgesteld, zooals de Vergadering van het Congres der Volkskunsten, het tot stand brengen van een Internationaal Bureau voor de museums, de Vereeniging van de Bibliotheken van al de landen om de opzoekingen voor het publiek te vergemakkelijken.

De Commissie heeft ook in 't bijzonder de aandacht gevestigd op het nüt aan de jeugd de doeleinden van den Volkenbond aan te leeren. Zij heeft voorgesteld aan de Regeeringen te vragen de noodige maatregelen te treffen om dit onderwijs aan te moedigen.

De zevende zitting van den Volkenbond heeft hare werkzaamheden geëindigd op 25 September, na zeventien algemeene vergaderingen te hebben gehouden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
E. VANDERVELDE.
